COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Canton d'Envermeu - Département de la Seine-Maritime

COMPTE-RENDU

DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 25 AVRIL 2014

I) *COMPTE-RENDUS DES REUNIONS PRECEDENTES*

Le Conseil municipal approuve les comptes-rendus des réunions du 11 mars 2014 et du 04 avril 2014.

Le maire apporte les commentaires et informations suivantes :

- ✓ Le conseil communautaire de la CCMV a été installé le 17 avril 2014.
Président : G Picard
Vice-présidents : JM Follin ; C Pajot ; A Boutin ; B Lefebvre
Bureau : JM Beaurain ; M Ratel ; F Larchevêque ; C Fromentin
- ✓ Le comité syndical du SIEABVV a été installé le 16 avril 2014
Président : C Pajot
Vice-présidents : JP Paumier ; C Cottreau
Bureau : M Petit ; F Deboeuf ; C Delaunay
- ✓ Natura 2000 : Cuestas Nord et Sud du Pays de Bray.
Conformément à la demande du Conseil municipal, le préfet a retiré,
de l'extension du périmètre, le plateau du Mont-Raoult.

II) *AIDES FINANCIERES ET SUBVENTIONS*

1) Aides financières

Le Conseil municipal décide de reconduire pour 2014 les aides suivantes

- a) Bourses de rentrée scolaire
40 € par enfant fréquentant un établissement public ou privé sous contrat dans la limite de la scolarité obligatoire.
- b) Aide financière au CLSH

Afin de favoriser l'accès aux familles ayant plusieurs enfants

Sur un prix moyen de 7,50 € par J/E

2^e enfant : 3 € par J/E

3^e enfant : 4 € par J/E

4^e enfant : 5 € par J/E

2) Subventions

a) Subvention à la SPA de Dieppe

Dans le cadre d'une convention de partenariat, la SPA de Dieppe prend en charge les animaux errants sur la commune, en contrepartie la commune lui verse une subvention sur la base de 1 € par habitant soit 918 € pour l'année 2014.

Accord du Conseil municipal

b) Subventions de fonctionnement aux associations communales

Le conseil municipal décide d'allouer les subventions suivantes pour 2014.

Anciens combattants	: 490 €
APEDE	: 490 €
Club de l'Amitié	: 490 €
Coopérative scolaire	: 490 + 122 → 611 €
Gymnastique volontaire	: 490 €
Hutteurs et pêcheurs	: 400 €
Amis-Caux	: 325 €
SAUFC	: 1 530 €
SNVV	: 150 €
VACA	: 150 €
Association des 2 Vallées	: 200 €

Pour bénéficier de cette subvention, l'association doit fournir les bilans d'activité et financier de l'assemblée générale.

Autres associations : Comité de jumelage : 250 €
Association Jubilee : 100 €

c) Subventions de promotion des activités et d'aide à l'équipement

Jusqu'alors c'est l'association Sports et Loisirs qui était chargée de répartir ces subventions au regard des demandes émanant des associations communales dans les limites d'une enveloppe globale allouée par le conseil municipal.

Dorénavant, c'est la commission « Animation - Vie associative » qui sera chargée d'étudier les demandes. Les propositions d'aides financières seront soumises à l'approbation du conseil municipal.

Une provision de 6 000 € est inscrite au budget 2014.

d) Subvention exceptionnelle

Une équipe féminine du collège Claude Monet s'est qualifiée pour les championnats de France UNSS de gymnastique acrobatique qui se sont déroulés à Clamart les 03 et 04 avril 2014.

Dans cette équipe, figure une élève habitant la commune.

L'association sportive du collège sollicite une subvention pour l'aider à supporter le coût financier de sa participation à l'évènement qui s'élève à 1 104 €.

Le conseil municipal décide d'allouer une subvention de 100 €.

Le Maire présente au Conseil municipal les budgets primitifs 2014.

1) **Budget du CCAS**

Section de fonctionnement

<u>Recettes</u> chapitre 73	:	51
chapitre 74	:	1 000
recettes de l'exercice	:	1 051
excédent reporté	:	3 749
Total	:	<u>4 800 €</u>

<u>Dépenses</u> chapitre 011	:	100
chapitre 65	:	4 700
Total	:	<u>4 800 €</u>

Le conseil municipal vote une subvention d'équilibre de 1 000 € au budget du CCAS et approuve le budget présenté.

2) **Budget de la CDE**

Section de fonctionnement

<u>Recettes</u> chapitre 013	:	928
chapitre 70	:	32 000
chapitre 73	:	12 000
recettes de l'exercice	:	44 928
excédent reporté	:	27 072
Total	:	<u>72 000 €</u>

<u>Dépenses</u> chapitre 011	:	50 000
chapitre 012	:	21 500
chapitre 65	:	250
chapitre 67	:	250
Total	:	<u>72 000 €</u>

Le conseil municipal vote une subvention d'équilibre de 12 000 € au budget de la CDE et approuve le budget présenté.

3) Budget principal

a) Section de fonctionnement

<u>Recettes</u> chapitre 013	:	4 000
chapitre 70	:	21 000
chapitre 73	:	382 260
chapitre 74	:	182 510
chapitre 75	:	11 000
chapitre 76	:	11
chapitre 77	:	5 400
<hr/>		
recettes de l'exercice	:	606 181
excédent reporté	:	261 219
<hr/>		
Total	:	<u>867 400 €</u>

<u>Dépenses</u> chapitre 011	:	193 000
chapitre 012	:	162 500
chapitre 022	:	11 800
chapitre 65	:	96 000
chapitre 66	:	32 400
chapitre 67	:	9 400
<hr/>		
dépenses réelles	:	501 100
chapitre 023	:	358 850
chapitre 042	:	3 450
<hr/>		
Total	:	<u>867 400 €</u>

b) Section d'investissement

<u>Recettes</u> chapitre 10	:	35 079
chapitre 13	:	92 250
chapitre 16	:	49 500
<hr/>		
recettes de l'exercice	:	176 829
chapitre 001	:	6 921
chapitre 021	:	358 850
chapitre 040	:	3 450
restes à réaliser	:	100 000
<hr/>		
Total	:	<u>646 050 €</u>

<u>Dépenses</u> chapitre 16	:	46 050
chapitre 204	:	4 000
chapitre 21	:	366 000
chapitre 23	:	130 000
<hr/>		
dépenses de l'exercice	:	546 050
restes à réaliser	:	100 000
<hr/>		
Total	:	<u>646 050 €</u>

Le conseil municipal approuve le budget présenté

1- Personnel communal

Afin d'assurer la continuité du service et de faire face avec la meilleure réactivité possible aux absences des agents communaux, le conseil municipal donne délégation permanente au Maire

- ✓ Pour le recrutement d'agents contractuels de remplacement temporaire
- ✓ Pour le recours aux heures complémentaires et supplémentaires dans les limites fixées par la loi.

2- Transfert des emprunts du SIER au SDE : ajustement du compte 168758

Depuis le 01 janvier 2014, SDE a repris la gestion de l'ensemble des emprunts souscrits par le SIER.

- Les emprunts affectés souscrits pour le compte des communes dont la dette en capital était inscrite au compte 168758 de la commune.
- Les emprunts de solidarité souscrits pour son propre compte dont l'annuité était répartie entre les communes au prorata de la population.

SDE a transmis un seul état de la dette englobant ces deux types d'emprunt. La dette en capital de la commune s'y élève au 01 janvier 2014 à 191 469,70 € alors que ne figure au compte 168758 de la commune une somme de 87 997,02 €.

Il convient donc d'ajuster ce compte pour la différence, soit 103 472,68 € par opération d'ordre non budgétaire.

Accord du conseil municipal

3- Amortissement des dépenses inscrites au chapitre 204

Les communes de moins de 3500 habitants n'ont pas obligation d'amortir leurs immobilisations corporelles et incorporelles sauf à quelques exceptions près.

C'est le cas des dépenses effectuées au chapitre 204 « subventions d'équipements versées ».

- 1) Cession du photocopieur à Varenne-Plein-Air considéré comme une subvention de 1 196,00 € valeur initiale du photocopieur à l'actif de la commune.
- 2) Participations financières de la commune à l'effacement de réseaux France Telecom pour un montant de 2 239,20 €

Le conseil municipal décide de fixer la durée d'amortissement à une année.

4- Plan de gestion du Mont-Raoult : préparation de l'assiette 2014

Conformément au plan de gestion, l'ONF propose le martelage de la parcelle 14 pour une coupe d'amélioration qui prévoit générer 165 stères.

Accord du conseil municipal

5- Ecole : achat de mobilier

Le conseil municipal décide de répondre favorablement à la demande d'achat de mobilier pour l'école formulée par la directrice, à savoir :

- Classe de Madame Caron : 12 tables, casiers et chaises
- Classe de Madame Nothias : 30 tables, casiers et chaises
- Classe de Madame Dolé : achat d'un lot de 6 tables et de 2 bancs avec dossier.

La dépense prévisionnelle s'élève à environ 4 750 €

6- Acquisition de la maison du PN 102

Suite au départ des locataires, la SNCF a décidé de mettre en vente la maison de garde-barrières du PN 102, en face de la mairie.

La commune a informé le vendeur qu'elle souhaitait bénéficier de son droit de priorité pour une éventuelle acquisition du bien.

L'estimation des domaines s'élève à 59 400 € avec une marge de négociation de plus ou moins 10%.

Le conseil municipal trouve ce prix beaucoup trop élevé et renonce à l'acquisition du bien.

Par contre, d'après les documents cadastraux, il semble que l'emprise du bien empiète sur le domaine public départemental, la limite se situant au mur de la propriété.

Contact sera pris avec la direction des routes pour qu'elle revendique cette emprise qui permettrait d'aménager un accès sécurisé à l'Avenue Verte.

7- Acquisition de la maison Marchand

Madame Bosselin, héritière de la maison Marchand, a donné son accord pour céder ce bien à la commune.

Le prix de vente souhaité est de 150 000 € sollicité par la commune, le service des domaines a estimé le bien à 130 000 € avec une marge de plus ou moins 10%, ce qui ne permet pas à la commune de proposer plus de 143 000 €.

Le conseil municipal reconnaît l'intérêt pour la commune d'acquérir ce bien qui pourrait s'intégrer dans un projet global d'aménagement du centre-bourg.

Contact sera pris avec Madame Bosselin pour finaliser la transaction.

8- Plaques de rues

Le remplacement des plaques de rues devait se faire en 2013, malheureusement l'entreprise « La Boussole » retenue pour exécuter les travaux a été mise en liquidation judiciaire et n'a pas pu honorer le marché.

L'entreprise Signalfast a été sollicitée pour un devis en reprenant le modèle de plaques prévu initialement.

Pour la fourniture de 49 plaques et poteaux, la dépense s'élève à 5 532,10 € HT soit 6 638,52 € TTC contre 11 452,30 € TTC auparavant.

Le conseil municipal retient la proposition de l'entreprise Signalfast. La pose sera faite par les employés communaux.

V)

INFORMATIONS

1- Elections européennes

Elles se dérouleront le dimanche 25 mai 2014.

Fait à Saint-Aubin-le-Cauf